

ÉVÉNEMENT

TOUS À POIL !

VAR



LES POUBELLES DE L'UMP DÉBORDENT

A Bagnols-en-Forêt, le groupe de traitement des ordures Pizzorno a déversé des déchets d'incinération et des boues d'épuration sans autorisation et a pratiqué des surfacturations. Selon le maire de la commune, on aurait ainsi surfacturé pour 20 millions d'euros d'argent public. Mais les barons locaux de l'UMP ferment les yeux... PAR MARC ENDEWELD

Rendez-vous est pris avec Jacques Mignon, le président du Syndicat mixte de développement durable de l'Est-Var (Smiddev), chargé du traitement et de la valorisation des déchets ménagers, qui regroupe notamment les communes de Fréjus, Saint-Raphaël et de Roquebrune. La rencontre se déroule au local du syndicat, situé dans une zone d'activité de Fréjus. L'homme a la poignée de main franche et les rondeurs d'un bon vivant. Ce proche de François Léotard a décidé de se mettre à table. « Ça fait trente-sept ans que je suis élu, je suis un gaulliste d'origine, et j'étais à la fondation du Parti républicain. Mais je suis revenu de la politique. Je suis aujourd'hui éceuré. J'ai coupé ma carte de l'UMP comme une carte de crédit. Tout ça est lamentable ! » lâche-t-il, en guise de présentation.

Devant l'ampleur des irrégularités constatées, Jacques Mignon prend aujourd'hui clairement ses distances avec sa famille politique. « Les hommes politiques dans le Var sont un peu corrompus », ose-t-il.

Avant de préciser : « Disons que c'est un festival de petits arrangements entre amis. Ils se connaissent tous depuis l'école. Ils se font la bise et, quand ils sont francs-maçons, ils s'en font trois ! » Le décor est planté. Bienvenue dans le Var, département aux mœurs politiques un peu particulières. Rien ne semble avoir évolué depuis l'assassinat de la députée Yann Piat, il y a tout juste vingt ans. En décembre, c'est l'ancienne présidente de la chambre régionale des comptes de Paca, Danièle Lamarque, qui s'en inquiétait dans *le Monde* en décembre 2013 : « Dans les trois départements du littoral, nous voyons des cas fréquents, anciens, ancrés, quelquefois organisés, qui relèvent de ce qu'on appelle, en langage courant, la corruption. Cela signifie que, si une entreprise

ou un individu a pu être avantagé, quelqu'un a été d'accord pour le faire. » Justement, la chambre régionale des comptes enquête actuellement sur le Smiddev...

« J'INVITE QUI JE VEUX »

Tout commence en 2008, quand le socialiste mais militant écolo Michel Tosan devient maire de Bagnols-en-Forêt, charmant village perdu au milieu des collines du Var, qui accueille la décharge exploitée entre 2003 et 2011 par la SMA, une société de Pizzorno, puissant groupe varois de traitement des ordures ménagères basé à Draguignan (229,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013), à qui le syndicat mixte avait confié une délégation de service public (DSP). « Un ancien de la décharge était venu me voir pour

PENDANT DES ANNÉES, la décharge de Bagnols-en-Forêt a recueilli des milliers de tonnes de déchets qui ne lui étaient pas destinés, avec le concours actif de l'UMP Georges Ginesta (ci-contre), proche de François Fillon.

philippe arnassan / nice matin / makopp



« LES HOMMES POLITIQUES DANS LE VAR SONT UN PEU CORROMPUS. ILS SE CONNAISSENT TOUS DEPUIS L'ÉCOLE... » JACQUES MIGNON



dénoncer plusieurs irrégularités », raconte-t-il aujourd'hui. Michel Tosan se lance alors dans la bataille, mais il se heurte à l'opposition virulente du député-maire de Saint-Raphaël, Georges Ginesta, parrain de l'UMP du Var et proche de François Fillon. Lors d'une séance du comité syndical du 24 juin 2008, ce dernier explique ainsi : « La ville de Bagnols n'a aucun droit. Elle est, certes, propriétaire du terrain. Mais celui qui a un droit, c'est le locataire, c'est-à-dire le Smitom [devenu le Smiddev]. Pour illustrer la chose, c'est comme pour un appartement. Je loue un appartement. C'est moi qui ai des droits sur l'appartement parce que je paye... Et le propriétaire récupérera son bien à la fin du bail. En attendant j'invite qui je veux chez moi. »

Le maire de Saint-Raphaël ne croit pas si bien dire... Car la décharge de Bagnols, qui >

Philippe Armassan / nice matin / maxppp

ÉVÉNEMENT

TOUS À POIL !

> ne devait accueillir que des déchets ménagers des communes voisines, a vu arriver des centaines de camions bâchés déposant des boues toxiques d'épuration, mais aussi divers déchets non conformes (des frigos, coques de bateaux, batteries...), et surtout près de 88 000 t de mâchefer (résidu de combustion) provenant de l'incinérateur d'Antibes. Et comme ces déchets ont été exposés au vent et à la pluie, des métaux lourds (présence d'arsenic, de lithium et de bore...) ont migré dans le cours d'eau du Ronflon. Depuis, si la pollution n'a pas été reconnue par les tribunaux, deux filiales de la société Pizzorno (dont SMA) ont été condamnées à 110 000 € d'amendes pour avoir déversé des déchets toxiques, et 623 contraventions ont été constatées. Un jugement confirmé par la cour d'appel d'Aix-en-Provence en juin 2013. Pizzorno s'est pourvu en cassation.

Mais l'affaire est loin d'être terminée, car les irrégularités concernent aussi les comptes de la DSP. « Début 2012, on s'est rendu compte que Pizzorno a réalisé une comptabilité particulière. Nous avons constaté des

20 MILLIONS D'EUROS. ON EST LOIN DES 8 MILLIONS DE L'AFFAIRE BYGMALION. DANS LE VAR, ON JOUE DANS LA COUR DES « GRANDS ».

GEORGES GINESTA sur le chantier de rénovation du port de plaisance de Saint-Raphaël. Une ville qui bénéficie des largesses du patron du groupe de traitement des ordures, Francis Pizzorno.

surfacturations sur les investissements qui auraient dû être effectués dans le cadre de la DSP, mais qui n'ont pas été faits, dénonce Michel Tosan. Il était par ailleurs prévu dans le contrat que la société SMA réalise un bénéfice raisonnable de 10 % environ, son bénéfice était en fait de 25 % ! En tout, il y en aurait pour 20 millions d'euros de surfacturations, un montant qui pourrait monter, avec les intérêts, à 40 millions. » Autrement dit, du fait de ses surbénéfices, SMA, la filiale de Pizzorno, aurait dû revoir à la baisse ses tarifs, d'autant qu'il s'agit d'argent public ! Vingt millions d'euros : on est loin des 8 millions supposés surfacturés de Bygmalion qui viennent de défrayer la chronique politique. Dans le Var, on joue dans la cour des « grands ».

Au Smiddev, Jacques Mignon a pris conscience de la situation et

dénonce désormais « l'entreprise monopolistique ». Dans un courrier du 12 août 2012 envoyé à Francis Pizzorno, le patron du groupe, il écrit que « cette confiance [dans votre société] a été trompée », et note des « anomalies financières ». Un audit financier du cabinet de conseil ActuPublic a confirmé des « surfacturations ». Le président du syndicat réclame 3,8 millions d'euros au groupe de traitement des ordures ménagères, pour la surtaxe qui aurait dû être appliquée sur les 88 000 t de mâchefer. Et d'ajouter : « Dans le contrat, il était prévu que, lorsque les frais étaient inférieurs à 10 %, il devait y avoir une baisse du tarif, ce qui n'a pas été fait en 2005 et 2010. Des investissements n'ont pas été faits pour 4 millions d'euros. » Autrement dit, Jacques Mignon estime, lui, à un



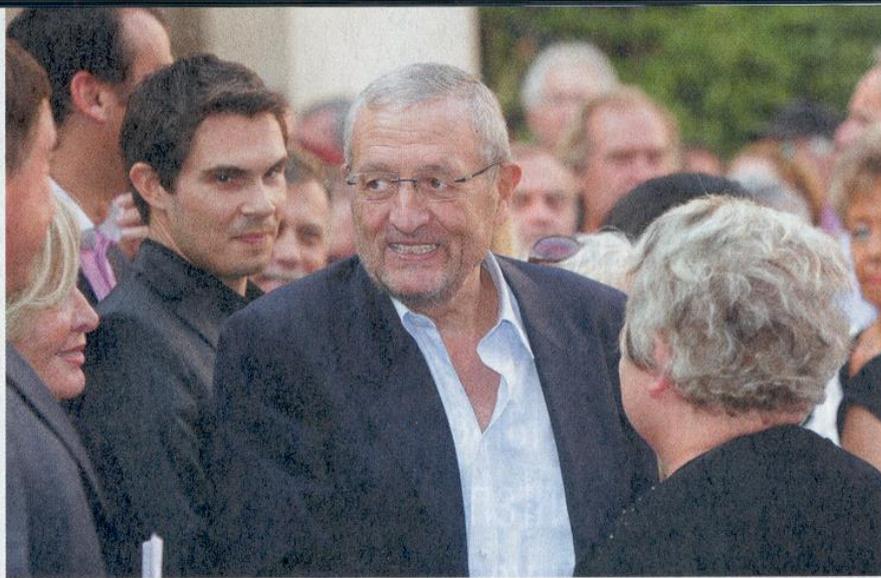
peu moins de 10 millions d'euros le préjudice subi par le syndicat, qui n'a reçu, à ce jour, qu'un chèque de 1,4 million d'euros de Pizzorno en dédommagement de certains investissements non réalisés.

L'heure n'est plus à la conciliation. Désormais, entre le président du Smiddev, Pizzorno et les maires UMP de Saint-Raphaël et de Roquebrune-sur-Argens, respectivement Georges Ginesta et Luc Jousse, c'est la guerre ouverte. A l'été 2013, un appel d'offres pour la collecte sélective du Smiddev a donné lieu à une nouvelle passe d'armes. Alors que la société concurrente Eole était mieux-disante de 3 millions d'euros, le groupe Pizzorno a déposé un référé auprès du tribunal administratif, et Jacques Mignon fut convoqué trois fois par Georges Ginesta pour imposer le groupe varois. Finalement, le juge a débouté Pizzorno pour recours abusif, en le condamnant à payer 4 500 € au syndicat et autant à Eole, qui a finalement remporté le marché.

SITUATION DE MONOPOLE

Les nouveaux ennemis de Jacques Mignon n'ont pas dit leur dernier mot. Ainsi, la Communauté d'agglomération Var-Esterel-Méditerranée (Cavem), présidée par Georges Ginesta, qui regroupe les communes de Roquebrune-sur-Argens, Fréjus, Saint-Raphaël, Puget-sur-Argens, Les Adrets-de-l'Esterel, souhaite récupérer la compétence « ordures » au détriment du Smiddev. Autant dire, faire disparaître le syndicat mixte. « *Je me bats pour que cette mise à mort n'ait pas lieu, soupire Jacques Mignon. Je crains qu'ils n'en profitent pour s'arranger avec Pizzorno et ne pas lui réclamer les 10 millions d'euros.* » Ni vu, ni connu...

La manœuvre n'est pourtant pas soutenue par tous les élus de la Cavem. Paul Boudoube, maire de Puget-sur-Argens, nous explique que « *vouloir à tout prix supprimer le Smiddev est une erreur* ». En attendant, les déchets sont



philippe amassan / nice matin / maxapp

TIENS, REVOILÀ LÉOTARD...

Ancien soldat parachutiste, Francis Pizzorno, le fondateur de l'entreprise, a démarré sa carrière il y a quarante ans auprès d'Edouard Soldani, ex-sénateur-maire socialiste de Draguignan, qui avait connu le même maquis que Gaston Defferre et la famille Guérini - il était son chef de sécurité. Une époque où le Var était à gauche... Depuis, le département est devenu un fief de la droite, et Francis Pizzorno a veillé à développer ses réseaux à l'UMP, recrutant en 2005 comme conseiller... François Léotard pour 120 000 €

par an. Administrateur de Pizzorno depuis 2008 (un engagement qui se termine cette année), l'ancien ministre de la Défense natif de Fréjus aura ainsi permis au groupe de se développer en Afrique : Maroc, Mauritanie, mais aussi Tunisie... où les autorités actuelles l'accusent d'avoir aidé Pizzorno à décrocher son contrat sur la décharge de Tunis, signé sous Ben Ali. C'est qu'après quarante ans d'activités la boîte familiale de Draguignan est devenue un groupe coté en Bourse, avec 8 000 collaborateurs. Quatrième opérateur de France, Pizzorno

Environnement a des implantations assez diverses : dans les Alpes-Maritimes, à Paris (le groupe se charge notamment du nettoyage des Champs-Élysées, et du XV^e arrondissement), à Lyon, au Havre... Et une grande partie de son comité de direction a rejoint le club des grands donateurs de l'UMP : Francis Pizzorno (PDG), Frédéric Devalle (directeur général), Maria-Pilar Carrozza (directrice financière), Philippe Bonifacio (directeur juridique) et Frédéric Balse (directeur de la propreté)... ■ M.E.

transportés à plusieurs kilomètres de là - pour 135 €/t au lieu de 40 €/t ! - sur le site du Balançan, propriété du groupe Pizzorno depuis quarante ans qui a permis au groupe de s'imposer dans le Var.

Cette décharge de 235 ha située au Cannet-des-Maures, en pleine réserve naturelle, devrait pourtant être fermée depuis des années. « *Le Var souffre d'un monopole dans le traitement des ordures, ce qui lui a fait perdre vingt ans au bénéfice d'une seule société*, dénonce Jean-Luc Longour, le maire UDI du Cannet. *La forme moderne du lobbying, c'est de savoir se rendre indispensable, en participant, par exemple, à toutes les associations dans les communes.* » Francis Pizzorno, 77 ans,

amateur de costumes bicolores et de vélo, a ainsi pris l'habitude de financer les équipes de sport locales : le club de hand à Saint-Raphaël, le Football Club de Nice, ou le Rugby Club toulonnais. Mediapart révélait d'ailleurs à l'automne qu'à Toulon, la ville d'Hubert Falco (UMP), une enquête préliminaire avait été ouverte sur des soupçons de favoritisme concernant les conditions d'attribution au groupe Pizzorno du marché de l'incinérateur. Un contrat qui s'élève à 470 millions d'euros sur dix-huit ans. Fait rarissime dans le secteur, la filiale de Suez Environnement, qui a perdu l'appel d'offres, a déposé un recours pour le contester. Mediapart révélait à l'automne l'attribution de ce marché. ■ M.E.